

## Revoir les mythes et les revues

Réjean Beaudoin

Volume 17, numéro 6 (102), novembre–décembre 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30958ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Beaudoin, R. (1975). Compte rendu de [Revoir les mythes et les revues]. *Liberté*, 17(6), 78–94.

# Chroniques

## *Littérature du Québec*

### REVOIR LES MYTHES ET LES REVUES

Une nouvelle maison d'édition (QUINZE), deux nouveaux titres (*Le Réformiste* et *Interventions*)<sup>(1)</sup> dont le second marque la naissance d'une nouvelle revue, voilà bien du neuf pour un mois d'octobre qui nous rappelle pourtant de plus veilles images et de moins heureuses.

Commençons par dire, à propos de ce *Réformiste*, qu'on ne se trouve pas tous les jours en face d'un livre qui peut coiffer d'un seul mot (et d'un tel mot) quinze années de réflexion, j'allais dire au jour le jour (même si certains de ces articles embrassent un peu plus large que l'immédiat), sur les grandes questions concernant la culture et la politique du Québec au cours de cette période. Après le *Journal dénoué* de Fernand Ouellette, après les *Escarmouches* de Jacques Ferron, voilà encore l'occasion d'une sorte de bilan, tout au moins d'une escale, de la part d'un écrivain de tout premier plan parmi ceux qui ont navigué dans nos eaux troubles depuis 1960. Serions-nous à l'heure du testament d'une génération? Au creux de la vague où il semble que nous soyons (s'il faut en croire, entre autres, *Interventions*), tout invite à revoir nos positions, à repenser les plus fermes de nos convictions, à reviser chacun ses préjugés ou ses postulats. Qu'on se

---

(1) *Le Réformiste*, Jacques Godbout, STANKE QUINZE 1975 (200 pages).  
*Interventions*, (Michel Beaulieu, André Brochu, Jacques Godbout, André Major, François Ricard, Pierre Turgeon), QUINZE, 1975 (112 pages).

détrompe, *Le Réformiste* n'est pas un examen de conscience ! Il n'en constitue pas moins la feuille de route d'un partisan engagé de la transformation en pays d'une vieille province attardée à son pittoresque rural. C'est cela d'abord que nous trouvons dès les premiers textes du militant laïque dont la belle ardeur un rien iconoclaste n'est pas sans rappeler un peu les rouges du XIXe et, en tout premier lieu, Arthur Buies. Mais ce ton change bientôt car l'époque n'a plus rien d'épique et la manière du nouveau pamphlétaire est plus conjoncturelle que doctrinale : sa dynamique est le mouvement même. Jacques Godbout s'apparente par l'âge et peut-être aussi par une certaine ferveur à la première génération de Québécois formée dans le culte de la compétence, la même qui a fourni ses technocrates à la promotion de l'Etat québécois, ces libéraux que le réformiste accusera le premier de trahir les espoirs qu'ils avaient mission de réaliser. C'est « Cité libre au pouvoir » : « ... eux tombant, c'est quand même plusieurs années que nous avons perdues, tous. » (p. 80)

Ce livre est un recueil d'articles (dont le plus ancien et le plus récent sont séparés par quatorze années), mais ni l'unité, ni la continuité ne lui font défaut. C'est que la ligne de fond n'a pas changé et que la pensée du réformiste est fort bien articulée autour d'un axe central qui ne lui enlève rien de sa mobilité et qui n'est autre qu'une large conception de la culture, c'est-à-dire de l'homme pensé en relation avec son temps et son espace vital. On comprend donc son acceptation voluptueuse de « nager à contre-courant de tous les dogmatismes ». (p. 9) Il n'y a ni dogme, ni doctrine derrière la critique qu'il fait de la télévision, du cinéma, de l'école, de la littérature, de la religion et de la politique. On admire la lucidité de ce regard quand il va jusqu'à se faire prophétique sans le vouloir : critiquant en 1963 l'attitude servile des instituteurs qui approuvent le bill 60 après les évêques (cette loi qui maintient le statut confessionnel des écoles publiques en créant le ministère de l'éducation), Godbout leur prédit un sort peu enviable que le bill 25, puis le décret de 1972 ne manquèrent pas de réaliser :

« Les évêques ont parlé, donc ils ont raison », dit le blason d'une bonne douzaine d'organismes (« corps

intermédiaires ») ; or, moi, je dis qu'à force de s'abaisser comme ça, on est un jour dans la position idéale pour recevoir un coup de pied au cul, ce qui ne peut manquer d'arriver à la corporation des instituteurs, par exemple. Mais passons ». (p. 30)

Plus saisissante encore est cette phrase écrite en 1968 dans un texte qui décrit la « culture du désir » instaurée par la publicité pour débloquer la roue embourbée de la production / consommation : « Pour ceux qui douteraient que cette étape soit déjà atteinte, le test est simple : avez-vous rencontré, récemment, un seul homme ou une seule femme qui désirait vraiment quelque chose qui n'existe pas en magasin ? » (p. 33) C'est la maison Morgan elle-même qui lui prend les mots de la bouche aujourd'hui : « Demandez-nous n'importe quoi ! » Et ces pages de 1964 intitulées « Faut-il tuer le mythe René Lévesque ? », elles posent déjà, mais avec autrement plus de crudité, la timide question de leadership que le P.Q. ressasse périodiquement. Il ne s'agit pas de la rentabilité électorale d'une tête d'affiche de la scène politique, mais bien de savoir si cet homme remplira sa fonction mythique qui ne peut être que de libérer l'énergie qui transformera les limbes de notre aliénation en l'histoire de notre libération.

Mais *Le Réformiste* n'est pas que le lieu d'aperçus souvent perspicaces sur certains signes des temps. C'est davantage la constance d'une pensée libre, d'une réflexion continue dont la ligne s'avère fondamentalement définie et qui tient compte non seulement des problèmes du patelin, mais d'une conception de la civilisation qui l'englobe, c'est-à-dire de l'homme. Ce n'est pas non plus une évacuation pure et simple de la problématique nationale, comme trop de cité-libristes en ont donné l'exemple (suivis par les adeptes actuels de la nouvelle culture et du marxisme). Le premier point, qui est une sorte de prérequis de la pensée du Réformiste, c'est la laïcisation, pierre angulaire de presque tous les textes du début. Partiellement acquise par la suite, la laïcisation s'éclipse et c'est la culture qui passe au premier plan : les révolutions modernes concernent moins un changement de pouvoir (de gouvernement), ou même un changement social (de classe),

qu'un changement de culture (de valeur) et l'enjeu d'un Québec indépendant n'est ni l'autonomie politique, ni la survie économique, c'est l'identité spirituelle, ou plus exactement l'édification collective d'une société qui soit une solution de rechange originale à l'impasse occidentale, rien de moins. La considération privilégiée que nos révolutionnaires font des rapports de production est en retard sur l'état actuel de notre réalité : la « culture du désir » est déjà installée et la prolétarianisation des masses est partiellement remplacée par le contrôle de l'information qui règle l'emploi du temps des classes moyennes. La leçon qu'il importe d'en tirer avant que nous soyons tous robotisés par le conditionnement électronique, c'est que la révolution sera culturelle ou ne sera pas.

Ce que j'entends, c'est que si le gouvernement de la Province de Québec, dirigé par le Parti libéral, nous propose l'indépendance culturelle, « il faut le prendre au mot ». A moins de préférer s'asseoir au bar en attendant que le Parti québécois puisse racheter le Québec comme nous rachetons l'île d'Anticosti.

Parce que créer un pays, c'est autre chose que changer de comptable, ou de comptabilité. En fait ce qui différencie la civilisation postindustrielle de celle que nous avons connue hier, c'est essentiellement qu'hier « la culture était soumise à la production de masse et donc à l'économie » et qu'aujourd'hui « c'est l'économie qui se voit soumise à la culture ». Dans un marché où l'on ne vend plus des biens qui répondent à des besoins, mais à des désirs, c'est la culture qui détermine la production. Les affaires culturelles s'administrent dans les agences de publicité. (p. 171)

En un temps où l'on se paye le luxe d'une opposition officielle occupée à prouver la rentabilité de l'indépendance, il n'est pas superflu de s'entendre rappeler des idées sans doute connues qui partout ailleurs passeraient pour des évidences.

Pratiquement, cela veut dire que l'idée de la souveraineté du Québec, par exemple, passe par une remise en question fondamentale de la philosophie du « niveau de vie », ce qui est une action révolutionnaire sur le plan culturel. (p. 130)

Les nombreuses pages que *Le Réformiste* consacre à la littérature québécoise dans ses plus récentes réflexions ne sont pas non plus sans pertinence en regard de la priorité qu'il accorde à la culture. On pourrait craindre en effet que ses positions l'amènent à valoriser inconditionnellement toute expression littéraire, mais il n'en est rien et Godbout n'est pas sans voir l'espèce de cul-de-sac de la production littéraire québécoise de ces derniers temps. Prise féconde de la parole et ferment actif de libération dans les années soixante, l'écriture est devenue le lieu d'un piétinement au pied du « mur des lamentations » de nos vicissitudes. Le texte national s'est acculé de lui-même à l'impuissance pour s'être constitué avant (et comme à la place de) la prise en charge de l'histoire sur le plan réel, politique. De ce fait il a participé au processus de sa propre folklorisation, c'est-à-dire au désamorçage de ses propres énergies libératrices.

Voilà l'exemple d'un pays qui n'existe qu'en littérature, une sorte d'atlantide sur mesure, taillé dans le verbe : le Québec n'est que littérature, mais la littérature n'est ni un pays, ni un lieu de la démocratie. (...)

La tentation est grande en effet de se contenter de l'expression culturelle d'un projet collectif.

Le cinéma, le théâtre et la littérature peuvent servir de chambre de compensation aux énergies politiques susceptibles, autrement, de s'affronter sur le terrain réel de la lutte des classes (la littérature serait le « muffler » de la révolution). (pp. 162-163)

On voit donc que l'importance primordiale accordée au culturel dans sa vision globale du pays n'empêche pas le *Réformiste* de conserver intacte sa lucidité (si alerte dans sa dimension critique) qui refuse ici de substituer le symbolique au réel, comme n'hésitent plus à le faire hardiment trop de nos vendeurs de québécityde authentique. Comme dit le *Réformiste*, « Ces adultes, parmi lesquels je suis bien forcé de me compter, se demandent sérieusement (pensons-y bien) s'il faut écrire « cheval », « joual », « wéwal » ou « wawal » ! Ce sont des problèmes que même les palefreniers ne veulent plus discuter : car ce qui importe c'est que la bête soit forte

et nous mène où l'on veut ». (p. 185)

\* \* \*

André Brochu ne laisse pas de nous parler avec un sourire un rien grimaçant dans cet effort qu'il fait de rassembler les morceaux épars du puzzle qu'est Octobre 70 dans la conscience québécoise. Il y a l'humour qui vient lier des notations brèves autant que pénétrantes, mais qu'on ne s'y trompe pas : ces mots ne se laissent pas prendre à la légère. Ceux de Michel Beaulieu encore moins, émergés d'un silence qui n'en finit pas « d'aiguiser ses crocs sur les meules du temps » (p. 9). Mais le rictus de Brochu est quand même important (comme cet autre rire, froid chez Godbout, jaune chez Major) parce qu'il sert à doser juste ce qu'il faut de relâche pour ne rien céder à l'émotion. Car tout ce beau monde écrit, analyse, interroge, mais la pensée a du mal à maintenir la tension logique qui sert de mordant à l'intelligence. Il y a du plomb dans l'aile de la gauche et son dessein s'en ressent : il n'est plus question de lancer un cri de ralliement, tout au plus s'agit-il de fournir aux plus désemparés de bonnes explications du « sur place ». Les armes sont intactes et les muscles toujours vigoureux sous l'armure, mais le cœur n'y est plus. *Parti pris*, qu'on ne peut plus évoquer sans nostalgie, avait coutume de moins compter ses coups en touchant mieux la cible. Là où l'on identifiait naguère des différences, on se prend à chercher aujourd'hui des alliés. On y a gagné en lucidité comme en autorité : on dit moins de sottises (l'ardeur juvénile n'est plus une excuse) mais à force de calculer le grand coup, on finira par découvrir que le fin mot de tout dans l'art de la guerre, c'est de ne pas combattre. Le discours sur l'action aura dévoré son objet. Dans cette foulée, on comprend l'attrait qu'avoue André Brochu pour une pensée « branchée sur l'action, malgré tout ce que — diversement — elle occulte » qui lui « semble la santé même » (p. 11). C'est que cette pensée a du moins l'avantage inestimable de ne pas « suspendre le référent », ni le « mettre entre parenthèses », ce qui a conduit nombre d'intellectuels à s'enfermer dans la cage d'un formalisme ou d'un mysticisme complètement coupés du réel, comme le souligne justement André Brochu. Autrement dit, on est conscient de ne pas pouvoir s'éloigner de

l'action et de devoir, par conséquent, refuser le langage de la théorie (sous peine de se condamner à décrire un univers purement formel constitué de ses propres concepts), tout en maintenant ses distances devant ce qu'il y a de subterfuges et de compromis rentables dans le langage réaliste des éditorialistes et des politiciens. Belle impasse et qui n'est d'aucune façon résolue.

On ne peut pas lire (ni peut-être faire) une revue sans revoir les revues. *Interventions* n'y échappe pas. André Brochu s'adresse parfois nommément à *Chroniques* ou à *Stratégie*, Pierre Turgeon cite *Brèches* en se servant du langage de *Poétique* ou de *Communications*, Major et Godbout sont respectivement « engagés » et « distanciés » comme à *Parti pris* et à *Liberté*, et François Ricard recense sévèrement *Maintenant* 141. Ce qui s'impose tout de suite à l'attention dans ce pluriel d'*Interventions*, c'est le défaut comme la nécessité d'un lieu de synthèse, d'un point d'articulation. Il y a bien sûr des indices de la possibilité et même de la proximité d'un tel point, mais il n'est pas trouvé d'emblée et, dans l'état du présent numéro, sa recherche paraîtra lâche à plus d'un lecteur. Il existe des recoupements nombreux dans les approches fort différentes de chacun des intervenants, mais ces recoupements ne semblent pas résulter d'une concertation qui fournirait un axe de réflexion et de lecture à la revue. Faute de cela, on y cherche son bien là où on le trouve, plus comme dans une anthologie que dans un regroupement homogène de textes. Cette solution de continuité est d'autant plus visible par ailleurs que la recherche d'un terrain commun des intellectuels québécois, en vue de leur solidaire opposition « à la dérive culturelle et politique du Québec » (p. 83), se donne pour l'objectif initial de la publication. François Ricard et Jacques Godbout expliquent l'échec d'une première rencontre qui, si elle n'a pas réussi à impliquer dans le projet la vingtaine d'écrivains qui y furent invités, a du moins donné naissance au cahier fort consistant de cette première parution. Mais la question demeure de savoir comment l'on peut résoudre les divergences de la pensée en un consensus essentiel à cette prise sur le réel qu'exige l'efficacité d'une « opposition », sans pour autant renoncer à la pluralité nécessaire aux libertés de



l'esprit. C'est le défi que veut relever *Interventions* : il est de taille et mérite toute notre collaboration, car c'est peut-être au résultat de cet effort que tient le déblocage d'une conscience nationale entravée, acculée à l'impasse, en particulier depuis les événements de cet Octobre 70 qui font à juste titre l'objet premier de ce cahier.

Pour André Brochu, en effet, la grande question soulevée par Octobre 70 est celle d'une solution à trouver aux rapports du marxisme avec le nationalisme, soit exactement la traduction au niveau de l'action d'une contradiction qui avait fait éclater *Parti pris* aux prises avec l'impossibilité de concilier idéologiquement le socialisme et l'indépendantisme. Dans des textes qui acceptent l'hiatus d'une réflexion discontinue, Brochu ajoute un élément intéressant à l'analyse des conditions de notre aliénation en interprétant la position des intellectuels québécois à la lumière des concepts marxistes qui ont servi à l'analyse économique des rapports de production :

Le Québec, du point de vue de la production, est encore au stade pré-industriel : il laisse bêtement piler ses richesses naturelles, qui lui reviennent sous forme de produits finis — transformés par les autres. Il n'a accédé à l'ère post-industrielle que sous l'angle de la consommation. Ainsi moi, intellectuel, je consomme les représentations culturelles de sociétés évoluées, mais ma production ne saurait que refléter l'indigence à laquelle nous contraint notre absence collective de participation au développement des forces de production. Avec des mots modernes, je pense en sous-développé l'immédiat de mon existence et de la nôtre. (pp. 16-17)

Le Québec exporte son papier en France et aux Etats-Unis, et il en importe un poids égal de livres et d'idées...

On voit ici comment la conception marxiste de l'interrelation entre l'ordre économique et l'ordre idéologique et culturel s'avère compatible avec l'objectif de l'indépendance nationale. Seule celle-ci, en donnant aux Québécois la possibilité de participer directement au développement des forces productives,

permettrait une affirmation culturelle collective autonome, originale et accordée à notre époque. (p. 95)

D'Adorno à *Chroniques*, Brochu sonde et ébranle la frêle articulation du rapport que le marxisme tâche d'établir entre l'art et la lutte des classes. Il récuse évidemment le réalisme de l'art stalinien pour maintenir ouverte au sein de l'oeuvre la tension essentielle d'une « crise du sens ». C'est évidemment une question centrale de tout le cahier que cette question des rapports entre art et marxisme, entre culture et idéologie, c'est-à-dire entre le national et le social. C'est d'ailleurs une question qui reparaît sous diverses formes dans la plupart des approches fort différentes des autres textes. Après avoir servi (une fois de plus) de moteur à l'essor des années soixante, le nationalisme a été un peu évincé de la problématique québécoise, au profit d'un socialisme à forte saveur marxiste qui l'aurait en quelque sorte culpabilisé : André Brochu n'avouait-il pas lui-même d'anciennes sympathies pour ce glissement qui, comme il le dit encore, a fait éclater le FLQ après avoir dissout *Parti pris*. Il est sans doute aussi révélateur que Brochu évoque le spectre de la folie après avoir si clairement expliqué ce dilemme : cela nous est un indice supplémentaire de la grande priorité de la question.

Entre l'avoir et l'être, pris absolument, il n'y a pas d'espace pour le faire, et telle est dans toute sa vérité la condition de l'aliéné, la condition du fou. (p. 16)

L'issue ne peut être que dans la recherche d'un point de jonction :

Les nationalistes ont besoin du marxisme pour comprendre ce qui bloque le processus de libération nationale — et notamment l'influence décisive du capitalisme monopoliste américain. Mais les marxistes ont besoin du nationalisme — leur refoulé — pour comprendre ce qui retient le peuple de les suivre. (p. 26)

Ce qu'il y a de singulier et de touchant, de sincère et de vrai, dans cette « réflexion spontanément intersticielle » d'André Brochu, c'est le refus de taire les questions ou les réticences subjectives du moi au profit de la logique d'un système. Cette

manière étonne mais elle libère, parce qu'elle laisse des vides à combler et qu'elle invite le lecteur à y insérer ses propres aperçus. C'est peut-être elle aussi qui permet l'humour, ce doute qui tempère la ferveur quand elle n'a pas voulu répudier l'intelligence.

Jacques Godbout (*La lavande*) surpasse ses propres performances d'humour et d'intelligence pour nous donner un ballet verbal, genre de son invention où il est jusqu'à ce jour le seul à briller. Touchons du bois et gare aux imitateurs : s'il est un côté par où ce style accuse trop sa rhétorique, il faut y redouter l'émulation de Jean-Marc Poliquin à Ottawa.

En parlant de l'intention de regroupement qui est à l'origine d'*Interventions*, Godbout évoque le climat de méfiance et d'incompréhension qui a tôt fait d'écarter le rapprochement espéré des pôles du champ idéologique québécois : l'unique rencontre à avoir eu lieu en ce sens s'est soldée par un échec et *Interventions* est né d'une volonté de dépasser par la réflexion l'éclatement significatif de ce premier geste. De là, Godbout se livre à une assez étourdissante ronde de questions et de réponses (ébauchées, rapides, coupées, montées, enchaînées) qui laisse en bien piètre état dans l'opinion du lecteur la place occupée par l'imagination créatrice dans l'aventure collective des Québécois :

Quand on est pauvre (par analogie, le Québec est pauvre, c'est-à-dire en le comparant aux États américains), on choisit de se donner un chef économiste, un frère économe. Qu'est-ce qu'un économiste ? Un homme qui a fait des études chiffrées et dont la réputation de sérieux tient à la magie des nombres. Que fait l'économiste pour se faire élire ? Il promet cent mille (100,000) emplois. Evidemment Robert Bourassa ne pensait pas à très exactement 100,000 emplois. Il pensait : il faut « créer » beaucoup d'emplois. Cent mille, c'était une figure de style, une analogie.

Mais personne n'ose affirmer tout haut que l'économiste (...) n'est qu'un producteur de fictions : nous avons besoin de fictions, c'est-à-dire de théories, pour vivre. Pourquoi les demander aux écrivains qui

se tuent au réalisme ? (Ceci est à fouiller : nos économes ont plus d'imagination et moins de soucis descriptifs que nos romanciers.) (p. 33)

Godbout ne parle pas de sémantique générale et il n'emprunte rien au vocabulaire de la sémiotique, mais cela ne l'empêche pas de se payer la grande mascarade de notre petite faune politique et intellectuelle. Il n'est pas du tout désagréable, je dois l'avouer, de voir décrire les actualités dans une autre langue que l'obséquieux discours de l'information, celui du téléjournal ou bien de la presse écrite. Ce qu'il y a de prodigieux dans cette attitude, c'est l'étonnement de constater que les images choisies pour exorciser notre écoeurement (comme ces effigies d'hommes publics soigneusement confectonnées pour être vouées au bûcher symbolique de la réprobation populaire) se révèlent être merveilleusement pertinentes et comporter, plus qu'il n'y paraît de prime abord, leur part d'exacte vérité. Cette part de vérité, c'est parce qu'il ne craint ni l'outrance de la caricature, ni la tromperie conventionnelle des signes, que Jacques Godbout réussit à nous la rendre ainsi visible.

Autant Trudeau est un homme du muscle, autant Drapeau est un homme du coeur, autant Bourassa n'a que des cellules au cerveau. Un pugiliste, un promoteur, un comptable, voilà ce qu'il nous fallait pour que le cirque roule.

Trudeau c'est l'Armée, Drapeau c'est l'Eglise, Bourassa c'est le Commerce. Dirigés par ses trois classes sociales, les Québécois sont heureux quand l'équilibre est ainsi obtenu. (p. 39)

Cet écrivain qui se sert de sa plume comme le Frère Jean des Entommeures du bâton de la croix, a décidé depuis longtemps déjà de se mesurer, sans complexe d'intellectuel, aux sophismes du langage dominant. Il faut écrire pour rire, rire pour ne pas pleurer et pleurer pour ne pas disparaître sans avoir au moins exprimé les raisons que nous avons d'écrire, de rire et de résister, c'est-à-dire de nous accrocher encore un moment à la vie, par pure complaisance, mais aussi pour narguer ceux qui nous en ont déjà exclus.

*En finir avec la survivance*, nous dit André Major, et il faut bien entendre par cet appel à notre ténacité dans la lutte, à notre continuité dans l'action, le désaveu d'une certaine forme de passivité et d'entêtement qui a marqué la résistance traditionnelle du Québec, pays où « rien ne doit changer », au dire d'un roman qui nous a saisis sur le vif en 1916. Ce texte de Major fait bien partie d'un parcours nettement rectiligne de son auteur qui évoque d'ailleurs les ruptures personnelles qui sont à l'origine d'un engagement dont il continue à espérer violemment des ramifications collectives. Ce qui frappe dans tout ce qui sort de la plume du dernier romancier que nous ait donné la génération de *Parti pris*, c'est un certain sens de la durée et des forces qui s'inscrivent dans le temps d'une évolution de notre conscience nationale, lente à se réaliser. Il s'agit moins d'une analyse d'Octobre 70 que d'un regard élargi sur le jeu qui s'y fit entre l'esprit de pouvoir et l'esprit de justice, entre la liberté et le destin. Dans cette perspective, les événements d'Octobre apparaissent comme la réaction de l'autorité menacée par la proximité du changement non plus intentionnel et à l'état de projet, mais par la réalité effective d'un changement. L'Etat fédéral a toujours bien compris les revendications culturelles d'une province pas comme les autres, mais ce qu'il n'a pas pu tolérer, ce sont les manifestations de moins en moins symboliques et de plus en plus réelles (politisation des syndicats, comités de citoyens, FRAP, P.Q.) d'une volonté populaire d'autodétermination.

Ce qui est intéressant dans ce texte, c'est la conviction spontanée moins de lire que d'emporter un changement de direction dans la conduite historique des Québécois qui se sont toujours montrés plus dociles aux « voix » de leur destin (*Maria Chapdeleine*) que sensibles aux exigences de leur liberté. C'est cela sans doute qui permet de comprendre le sens de la dernière phrase un peu surprenante sur laquelle on nous laisse : « L'avenir dépendra moins de notre ferveur intime que de l'action que nous poursuivrons ». (p. 53) Tout le long de son texte, André Major refuse une ancienne ligne de fond de la résistance populaire au Québec qui n'est pas nommée mais qui n'est autre que l'humiliation. C'est bien

de cela qu'il s'agit à propos de ce rire qui passe pour un trait de caractère national, ce rire qui est, pour nous comme pour les autres, un masque, puisqu'il leur cache nos lâchetés en faisant mentir nos misères : « Gais lurons de l'Amérique, nous avons toujours donné bonne conscience à ceux qui confisquent nos pouvoirs collectifs ». (p. 45) Ce que Major nous souhaite et qu'il appelle de tous ses dons d'écrivain, c'est que nous comprenions enfin que les temps qui viennent doivent entamer quelque peu notre belle humeur ancestrale. Refus donc de l'humiliation au profit de l'humilité, c'est-à-dire une vraie ténacité dans la lutte, au lieu de la superbe de nos défaitismes paysans.

Sans doute la lecture la plus lucide et l'examen le plus complet des effets de la crise d'Octobre 70 nous sont-ils fournis par François Ricard dans un texte intitulé *D'octobre à nous*. Il y a deux aspects que nous pouvons distinguer ici : d'abord un effort de dégager ce que l'on pourrait appeler le sens général des événements (qui se résume à une mise en scène), puis, et c'est là le principal apport de cet article, un inventaire du front intellectuel québécois depuis Octobre 70. Cet inventaire n'est pas gai, mais il pose des questions assez précises aux orientations de notre logique révolutionnaire.

Le critique littéraire nous donne une vision très éclairante des événements considérés au sens propre sous l'angle d'un drame historique écrit et réalisé par le gouvernement d'Ottawa. Il est un certain nombre d'aspects fondamentaux qui ressortent avec force de cette analyse d'autant plus dense qu'elle s'attache moins à dépister les valeurs, en faisant tomber leurs masques, qu'à serrer de plus près les faits dans l'hypothèse de leur essence spectaculaire. Le spectacle se caractérise par sa dualité constitutive : il cache en même temps qu'il montre la nature d'une situation en la représentant. C'est la fonction même du masque : il transforme l'acteur en personnage, c'est-à-dire l'homme en symbole. C'est ainsi qu'Octobre constitue une très exacte représentation de nos rapports avec Ottawa, nous dit François Ricard, parce que d'une part il a rendu manifeste la menace de notre libération (exprimée au cours des années soixante) et, d'autre part, il a réussi à enfermer cette menace dans la stérilité où l'a acculée la ré-

plique autoritaire (et armée) du pouvoir. Le personnage central, ou mieux le héros du drame, c'est l'armée et son efficacité dramatique se mesure à la peur, « c'est-à-dire, l'image presque oubliée de nos Maîtres ». (p. 60) On voit ainsi comment Octobre fut réellement « monté » pour à la fois dévoiler et mystifier nos forces (ou nos intentions) de libération : la crise ainsi traduite accuse bien sa contradiction qui est de simuler l'imminence d'un état de siège des institutions démocratiques (la fameuse « insurrection appréhendée ») tout en signifiant la réaction victorieuse des forces de l'ordre légitime. Mais comme le dit plus clairement encore François Ricard, un tel résultat ne pouvait s'obtenir sans truquage :

Pour être réussie, pour nous captiver, la représentation devait mettre aux prises des antagonistes ayant à peu près autant de chance l'un que l'autre de l'emporter. Or tel ne fut jamais le cas en Octobre, sauf dans la version mystificatrice des fédéraux. Décrire ces événements comme un affrontement pur et simple, comme la dramatisation d'un conflit latent jusque-là, risque donc de fausser entièrement la réalité, puisque à la limite cette façon de voir conduit à justifier le fédéral, c'est-à-dire à lui prêter le rôle d'assiégé, ce qu'il ne fut jamais, et à lui reconnaître le droit de se défendre, ce qui serait une manière de légitimer son injustifiable agression. (p. 56)

Il est une autre dimension fondamentale que ce texte met en lumière par son examen de la crise, c'est la lecture tant rétrospective que prospective du tableau idéologique québécois, à la lumière de l'hypothèse du spectacle qui a servi de grille à l'interprétation du scénario d'Octobre 70. C'est ce dernier caractère dont il importe prioritairement de tenir compte désormais et dont la négligence explique en partie la stagnation de l'intelligentsia québécoise depuis 70. C'est pour n'avoir pas su tirer concrètement parti de ce qu'Octobre nous apprenait de notre propre effort de libération que nous avons vu la gauche s'effriter idéologiquement et perdre peu à peu de son emprise sur la réalité depuis le grand balayage policier : si nous avions pu amorcer le mouvement par la

voix des écrivains et en nous appropriant certains éléments de notre culture avant 70 (*Parti pris* ayant « nationalisé » la littérature québécoise), après cette date, ce qu'il nous faut comprendre, c'est que nous ne pouvons plus mener la lutte sur le seul front culturel et que c'est sur le terrain du réel qu'Ottawa nous a catégoriquement dénié toute responsabilité en 70. C'est là-dessus que l'auteur s'emploie à dénoncer deux factions dominantes qui se partagent les énergies de la jeunesse québécoise actuellement : les joualisants et les tenants de la nouvelle culture. Leur tort est de poursuivre, sur la lancée des années soixante, une affirmation d'identité qui ne peut plus qu'être symbolique et confiner au folklore ou au *folk-artisme*, aux yeux de ceux qui se chargent des vrais problèmes en temps de crise. De plus, la mauvaise foi des vendeurs d'authentique culture populaire est d'autant plus apparente que leur quincaillerie est largement récupérée : « D'abord, les politiciens et les capitalistes ont compris une chose : la revendication culturelle d'une minorité dominée n'est efficace que contrariée. Soutenue, encouragée au contraire par le dominateur, c'est-à-dire encadrée et assumée par celui-ci, elle finit toujours par le servir. » (p. 62) L'autre idéologie qui contribue à « la désertion des intellectuels québécois », bien qu'étant d'une nature complètement différente (Ricard parle d'une pensée « dure » qu'il oppose à la pensée « molle » du joual et des hippis), c'est le marxisme. Tout en reconnaissant au socialisme un rôle essentiel dans le processus de notre libération, Ricard reproche surtout à la pensée des marxistes montréalais la grisaille de leur catéchisme simplifié et leur refus d'articuler l'axe socio-économique de la lutte des classes à notre problématique nationale.

Dans ce regard qu'il jette sur le climat idéologique québécois, même s'il reste impuissant à proposer des lignes positives d'une nouvelle stratégie, Ricard n'hésite pas à désigner tout au moins les amendements précis qu'il faut faire subir à notre attitude actuelle : c'est de renoncer dès maintenant aux symboles traditionnels de notre identité quand ils sont déjà investis par la récupération de nos maîtres. Cette ligne paraîtra dure à plusieurs, mais elle s'impose avec urgence pour quiconque admet les postulats de cette analyse.



Elle (la culture québécoise) n'a jamais été si triomphante, si pittoresque, si fière de son choix que par les temps qui courent. Ni non plus, il faut le reconnaître, si inoffensive. C'est qu'elle est maintenant, depuis qu'Octobre a remis les choses à leur vraie place, bel et bien coupée du politique. Aussi a-t-elle tôt fait de dégénérer en truc publicitaire, en attrait touristique, en folklore. (...) Elle est devenue la voie, l'instrument même de notre aliénation. On l'appelle aujourd'hui, et c'est tout dire : la p'tite culture. (...)

Mais une autre chose, cependant, devient de plus en plus claire : cette culture, que l'Autre non seulement admet, mais qu'il contrôle de plus en plus, n'est plus, ne peut plus être la nôtre. (...)

Il faut que nous réinventons notre culture, une culture vive, imprévisible, au besoin violente, mais nôtre. (pp. 63-64)

Un texte qui pose des questions, qui pose les vraies questions, même sans fournir toutes les réponses, me paraît d'une très grande pertinence dans l'incertitude des temps que nous vivons. Sans lancer quiconque sur un mot d'ordre ni proposer de credo, l'intelligence met encore en garde la recherche des solutions appropriées contre le danger des systèmes clos sur eux-mêmes : la grande lumière ici, c'est l'appel répété d'une pensée sans aveuglement doctrinal, c'est-à-dire capable de ne pas substituer ses concepts aux réalités.

Pierre Turgeon aborde la question sous un angle assez neuf dans *Les mesures de la guerre* et c'est peut-être à cause de cela que ses propos ont tendance à nous apparaître comme un petit exercice de « politico-fiction ». Mais il ne faut rien prendre à la légère, surtout pas la fiction. C'est peut-être parce qu'il envisage froidement l'évidence de ce qui s'impose à l'observation des rapports de force au sens premier (c'est-à-dire militaires) que ce texte nous paraîtra fabuler : c'est en forçant la considération d'une réalité unanimement occultée que le texte en arrive à être pris pour un scénario de cinéma. On préfère généralement la sûreté des illusions courantes à l'inconnu inquiétant d'une réalité soustraite à notre vue. On

n'a qu'à voir les protestations contre la violence spectaculaire de la télévision et du hockey dans une société qui fait une grande consommation de l'une et de l'autre pour comprendre le tabou qui recouvre chez nous l'expression de la violence. C'est à tout autre chose, j'en conviens, que Turgeon fait allusion quand il écrit : « Cette impossibilité de tenir un discours révolutionnaire est inquiétante. » (p. 78), mais le consensus de l'opinion publique dont on se sert pour recouvrir les deux violences est le même. La violence est présente et elle agit dans les deux ordres de chose mais ce qui est sous contrôle, c'est la parole des violents et l'intelligence de leur discours. C'est cela que les « fictions » de ce texte ont le mérite de nous découvrir : le vrai défi lancé à l'Indépendance des Québécois n'est pas qu'électoral comme on veut nous le faire croire... « et il faut mettre les points sur les i, nous dit Pierre Turgeon : l'indépendance du Québec ne pourra pas se faire sans lutte armée ». (p. 77) Les adversaires de l'Indépendance ont déjà fait le choix des armes en 70 et ils s'appêtent à rééditer les événements en 76 par l'alibi des Olympiques et peut-être après, en « planifiant les émeutes raciales » par la « saturation des quartiers d'émigrants anglophones ».

Ce qu'il est intéressant de relever au passage, c'est la question cruciale qui se trouve posée au Parti québécois par la perspective d'une telle éventualité. Turgeon propose une réponse qui n'est pas sans valeur : la thèse du référendum serait une tactique pour se donner le temps de faire face à la réalité d'une occupation militaire du territoire québécois, réalité rendue inévitable par une trop prompte Déclaration d'Indépendance après une élection du parti. De telles questions surprennent et rencontrent en nous on ne sait quelle résistance qui voudrait les disqualifier : c'est la résistance même de l'amateur de hockey qui ne peut pas admettre que son sport soit (non par accident mais *in se*) violent.

Nous ne sommes pas habitués à penser sérieusement la révolution : peut-être faudra-t-il franchir cependant le niveau des conjectures pour l'apprendre ?